

[Texte]

Chairman there was merely a gate-keeper. He slotted them in on every point.

Mr. MacPherson: Are you suggesting, Mr. Lambert, that that would not have taken place if television had not been in the Security Council?

Mr. Lambert (Edmonton West): Those who have been there tell me that the Security Council used to be a little formal but not nearly so formal. They got into a habit. They degenerated into that habit. Here one would tend to get the same thing. Everybody wants equal billing. I consider that perhaps as one of the negative points of the thing.

On the other hand, you are going to install all the facilities, there will be the cost, the personnel and so forth, just to limit yourself to a four-minute excerpt daily on one national news broadcast. What other ancillary uses would be made of that, I would like to know? Was it not felt that you could run 10 or 15 minutes, maybe three times a day.

Mr. MacPherson: Perhaps if access to the House of Commons material were available, this type of programming could be considered. At the present time it is not available so probably not too much thought has gone forward to this. Certainly we would want access to the material for the making of documentaries and so forth which we do as a general practice on the network. There would be the possibility of additional air time where we might do House of Commons summary material. At the present time our programming is limited to our national news as far as the network is concerned. We also supply service to our various affiliates across the country who also would make additional use of this material.

Mr. Lambert (Edmonton West): I would hope that that would be the use because otherwise one would think that there would be a pretty high capital cost for very little usage if it were limited to a four-minute run across the country. Then what would you give the public? A first version as against a second version because one of the complaints, Mr. Phillips, undoubtedly all of the members here have made or have heard is that often when you are questioning a Minister outside the House for television, either he is giving information that he refused to give in the House or he is giving a second version. He may be

[Interprétation]

minutes qu'on lui allouait. Le président était alors simplement un portier. Il ne faisait qu'entériner ce qui était dit.

M. MacPherson: Voulez-vous insinuer, monsieur Lambert, que ceci n'aurait pas eu lieu si la télévision n'avait pas été présente lors des délibérations du Conseil de sécurité?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Les personnes qui étaient présentes m'ont dit que le Conseil de sécurité avait l'habitude d'être pas mal formaliste, mais pas à ce point. Le Conseil a pris cette mauvaise habitude. Ici, on pourrait en arriver à la même situation. Chacun veut être traité de la même façon. Je considère que c'est là peut-être un des aspects négatifs de cette façon de procéder.

D'autre part, il va vous falloir pourvoir à toutes ces installations, il y aura le coût du personnel etc., même pour vous en tenir à ces extraits de quatre minutes quotidiennement que vous retransmettez aux nouvelles d'intérêt national. N'y aurait-il pas d'autres usages connexes que vous pourriez faire de ce matériel? N'avait-on pas songé que l'on pourrait avoir des émissions durant dix ou quinze minutes, peut-être trois fois par jour.

M. MacPherson: Peut-être, si nous avions accès au matériel de la Chambre des communes. Pour le moment, nous n'avons pas cet équipement à notre disposition et par conséquent, nous n'avons pas songé beaucoup à ce genre de programmation. Il n'y a pas de doute que nous voudrions avoir accès à cet équipement pour réaliser des documentaires et ainsi de suite, travail que nous avons l'habitude de faire en général avec notre réseau. Il y aurait possibilité de consacrer du temps supplémentaire sur les ondes pour faire des résumés de ce qui se passe à la Chambre des communes. Pour le moment, notre programmation se limite aux nouvelles nationales dans l'optique de notre réseau. Nous mettons aussi nos services à la disposition de nos différents postes affiliés dans tout le pays, qui pourraient aussi utiliser ce genre de document.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): J'espère que c'est là l'utilisation que l'on ferait de cet équipement car autrement, il semble bien que l'on ferait d'immenses frais d'équipement pour peu d'utilisation si on se limitait à quatre minutes de transmission dans le pays. Qu'est-ce que vous fourniriez au public? Est-ce que ça serait la première version ou la deuxième version, car l'un des griefs qu'on fait tous les députés, c'est que bien souvent lorsque vous posez des questions à un ministre en dehors de la Chambre pour les transmettre à la télévision, ce dernier donne soit des renseignements qu'il a refusé de fournir